Le système financier actuel est instable dans ses fondements

Partage international n° 130 – Juin 1999

« Comme nous l'avons déjà annoncé (PI, décembre 1988), un krach boursier prendra naissance au Japon. » , PI, juin 1989)

« Ainsi que je l'ai déjà évoqué à plusieurs reprises, il existe des déséquilibres inhérents à notre économie qui, à moins d'être corrigés, mettront un terme à cette longue période de forte croissance et de faible inflation. » C'est en ces termes qu'Alan Greenspan, président de la Réserve Fédérale américaine, a commenté les perspectives qu'offre l'économie américaine. En tête de liste des fauteurs de trouble potentiels, se trouve la baisse du chômage qui, selon lui, pourrait entraîner une flambée des salaires, voire des prix. S'y ajoute le risque d'un retournement du marché boursier, qui conduirait les consommateurs et les entreprises à réduire leurs dépenses. Pour A. Greenspan, nombreux sont ceux qui pensent que les actions ont atteint des valeurs « bien au delà du raisonnable ».

Au Japon, la deuxième économie mondiale, le yen s'est récemment apprécié, la Bourse de Tokyo s'est raffermie, et le gouvernement a œuvré avec détermination pour restaurer un système bancaire délétère. Mais selon certains observateurs, plusieurs signes montrent que la convalescence de l'économie japonaise est loin d'être achevée.

Pour sa part, Robert Allen Feldman, économiste de la banque d'affaires Morgan Stanley Dean Witter, estime *« qu'il faudra au minimum deux ans pour que le Japon retrouve une croissance digne de ce nom. »*

Mais l'absence de redressement n'est pas due à la passivité du gouvernement japonais. Ce dernier a déjà consacré 520 milliards de dollars pour renflouer les banques en déroute, à la fin de l'année 1998. De plus, 207 milliards de dollars ont été débloqués afin de stimuler la croissance par des projets de travaux publics et des mesures de réductions d'impôts. Mais ces mesures auront seulement permis d'éviter que l'économie sombre davantage. Et l'accroissement des dépenses de l'Etat a généré un déficit budgétaire qui devrait se situer parmi les plus élevés du monde industrialisé – près de 10 % du Produit intérieur brut. Le gouvernement prévoit cette année une croissance économique limitée à 0,5 %, mais les économistes du secteur privé jugent ce niveau, pourtant modeste, extrêmement optimiste.

Certains économistes estiment que le gouvernement japonais doit ouvrir plus largement son économie à la compétition internationale et accentuer la dérégulation. Eisuke Sakakibara, vice ministre japonais des finances, a récemment déclaré que *« si l'accélération de la dérégulation constitue un enjeu important pour le Japon, il existe cependant un danger à laisser trop de liberté aux marchés financiers. Le système financier actuel est instable dans ses fondements »*, a-t-il expliqué, invoquant un contrôle gouvernemental renforcé sur les mouvements de devises et les flux de capitaux.

A cet égard, le Fonds monétaire international a adopté une modification majeure de ses procédures. Il a approuvé la création de nouvelles « lignes de crédits contingentées », qui lui permettront d'accorder préventivement des milliards de dollars de crédits à un pays, avant que ce dernier entre en crise, dans le but de prévenir de nouvelles crises financières internationales. Le FMI mise sur un effet d'annonce pour convaincre les investisseurs que tel ou tel pays, bénéficiaire d'un tel crédit préventif, applique des politiques saines et dispose de réserves de devises suffisantes pour soutenir sa monnaie contre les attaques des spéculateurs. L'objectif est d'empêcher une « ruée vers la sortie » de la part des investisseurs étrangers, en les persuadant que le pays a suffisamment de ressources pour soutenir sa monnaie, avec le soutien du FMI.

D'autres propositions visant à remodeler l'architecture financière internationale devraient être débattues dans les mois prochains.

Sources : New York Times, Associated Press, Etats-Unis
Thématiques : Économie
Rubrique : Faits et prévisions